

Études féministes et politiques d'égalité des chances... quels rapports ?

Intervention lors de la table ronde Études féministes et politiques de égalité des chances Colloque SOPHIA 2000

Sarah Bracke & María Puig de la Bellacasa¹

Introduction

Les observations qui suivent visent à apporter quelques éléments aux discussions sur le thème qui était celui de la table ronde du colloque Sophia 2000, les rapports entre études féministes et politiques « d'égalité des chances ». C'est en tant que chercheuses actives dans le champ des études féministes et dans les mouvements féministes que nous nous intéressons également au processus d'institutionnalisation du savoir féministe dans les universités.

Les questions qui se posent aujourd'hui dans le champ des études féministes académiques, font l'objet de discussions nourries dans différents groupes et réseaux féministes – pour notre part nous avons plus particulièrement participé aux travaux de l'AFOK² (en Flandre) et du Mas@u(f)³ (à l'ULB). Ces discussions ont régulièrement pour cadre des circonstances ponctuelles⁴, mais elles tirent également parti du partage et de la circulation plus informels d'expériences directes entre féministes - travailleuses académiques et/ou engagées dans le mouvement des femmes. Les réflexions qui suivent sont tributaires de ces discussions bien qu'elles ne prétendent pas être « représentatives » de celles-ci. Par ailleurs, nous ne nous proposons évidemment pas ici de faire le "tour de la question" mais bien de tenter de contribuer au débat à partir de notre position personnelle *et* politique, et ce par rapport à une série d'enjeux qui nous paraissent conditionner aujourd'hui les rapports possibles entre études féministe académiques et politiques d'égalité des chances.

1. Lorsque les savoirs féministes deviennent académiques...

Comme l'affirment Margo Brouns, Mieke Verloo et Marianne Grünell dans leur manuel *Vrouwenstudies in de jaren 90*⁵, depuis vingt ans les études féministes⁶ se développent dans le monde académique sans pour autant cesser de revendiquer une tradition d'analyse critique. Si leur ouvrage et leurs analyses se réfèrent surtout au contexte néerlandais, 'pays où les études féministes sont le plus fortement institutionnalisées⁷, il nous semble néanmoins intéressant de s'interroger sur la signification d'une telle conception - notamment l'idée d'une « tradition d'analyse critique » toujours à l'œuvre - dans le contexte actuel d'institutionnalisation des savoirs féministes dans les universités belges. Ainsi si en Belgique les premières initiatives

¹ S. Bracke travaille comme chercheuse doctorante à l'Université de Utrecht. M. Puig travaille comme chercheuse doctorante à l'Université Libre de Bruxelles. Nous voudrions remercier Benedikte Zitouni et Didier Demorcy pour leur aide dans l'écriture de la version française de ce texte.

² L'AFOK - Autonom Feministisch Onderzoek Kollektief - est un groupe de femmes qui travaille sur la théorie féministe. Il existe depuis 1998 de manière autonome. Ses membres circulent dans et en dehors du monde académique mais elles sont également, pour la plupart, impliquées dans des projets de recherche académiques, connectés en partie aux études féministes.

³ Le Mas@u(f)² - Mouvement Anti-sexiste à l'université (filiation féministe) - est un groupe d'étudiant(e)s, des membres du corps académique et des chercheuses qui commença à se réunir en 1999 à l'Université Libre de Bruxelles à l'initiative des étudiant(e)s.

⁴ Ce fut le cas durant l'école féministe intensive NOISE à Pise (Italie) en l'été 2000, où un débat très marqué par un clivage « générationnel » mais aussi politique eut lieu entre étudiantes et professeures quant à la conception des études féministes et leur caractère intrinsèquement politique.

⁵ Margo Brouns, Mieke Verloo, & Marianne Grünell (1995) *Vrouwenstudies in the jaren negentig. Een kennismaking vanuit verschillende disciplines*, Bussum : Coutinho.

⁶ Nous choisissons cette traduction française de *Women's Studies*. Qui était d'ailleurs celle reprise dans le texte de présentation de la table ronde lors du colloque Sophia 2000.

⁷ Kathy Davis (1997) What's a nice Girl Like You Doing in a Place like this? The Ambivalences of Professional Feminism ; In : Liz Stanley (ed.) *Knowing Feminisms*. London : Sage.

d'institutionnalisation des savoirs féministes se sont d'abord déroulées « en dehors » de l'université⁸ ; ces dix dernières années cependant certaines démarches ont réussi à se faire une place dans le monde académique. Dès la deuxième moitié des années quatre-vingt⁹ il y eut des initiatives liées aux études féministes dans les universités belges - des pratiques de recherche, de publication et parfois même d'enseignement. C'est à partir de ces réalisations que vont se créer des groupes - et même des centres - de recherche. En Flandre, elles vont même aboutir à la création d'un graduat d'études complémentaires¹⁰ (GAS).

Plusieurs éléments singularisent le développement des études féministes dans les universités belges. Premièrement leur position dans le contexte international. En effet, les études féministes en Belgique sont sous l'influence des situations de ces études dans les pays environnants, et ce notamment à travers les réseaux féministes Européens¹¹. En ce qui concerne la Flandre il faut remarquer des rapports non négligeables avec le réseau néerlandais¹² et les études féministes en milieu anglo-saxon. En ce qui concerne la partie francophone du pays les liens avec la recherche féministe en France (notamment historique et sociologique) et avec le Canada francophone sont à souligner.

Un deuxième élément marque la forme des études féministes académiques en Belgique : il s'agit bien entendu de la structuration fédérale de l'Etat, et notamment du fait que l'éducation soit désormais une compétence communautarisée. Les différences que cela implique entre les études féministes en partie francophone et néerlandophone sont extrêmement importantes¹³. Ce cadre fédéral et communautaire fait bien plus que simplement consolider ou renforcer des différences déjà existantes entre Sud et Nord, il a une influence structurante fondamentale sur le champ des études féministes¹⁴. Par ailleurs, à l'intérieur même de ces divisions fédérales, les différences entre universités sont aussi très importantes.

⁸ Trois exemples importants dans ce contexte sont sans doute le groupe des publications « Cahiers du Grif » à partir de 1973, l'Université des femmes à partir de 1979 et le Centre de documentation Rosa depuis 1978.

⁹ Pour une analyse détaillée de ce développement nous renvoyons à Magda Michielsens (1995) *National Report : Women's Studies in Belgium*. In Sigma, *Women's Studies, National Reports*. Ainsi qu'à Nadine Plateau (2001) *Women's Studies in Belgium..* In Lykke (et al.) Athena Panel 1A. Final Report (à paraître 2001) Utrecht University.

¹⁰ Il s'agit ici du Centrum voor Vrouwenstudies à l'UIA, du Centrum voor Vrouwenstudies de la VUB, du Centrum voor Genderstudies à la RUG, des groupes de recherche comme le GIEF à l'ULB, le GRIEF à l'UCL et des « Points d'appui *Women's studies* » à l'ULB et à l'UCL. L'*Université des femmes* joue aussi un rôle important du côté francophone au niveau des formations. Nous renvoyons à Magda Michielsens (*op. cit.*) et à Nadine Plateau (*op. cit.*) pour un compte rendu du paysage des études féministes en Belgique et de leur développement - et aussi bien pour un aperçu des accents différents pris par ces différentes initiatives dans la recherche, l'éducation et/ou les publications.

¹¹ Deux réseaux importants sont d'une part, le réseau NOISE (auquel participe la formation GAS d'Anvers) qui facilite l'échange d'étudiants entre programmes européens d'études féministes et organise une école d'été intensive. D'autre part, le TNP (réseau thématique) du programme SOCRATES « ATHENA » qui vise le développement d'un curriculum européen d'études féministes et qui promeut l'usage des nouvelles technologies d'information et de communication dans l'enseignement des études féministes. Les partenaires ATHENA en Belgique sont UIA, UCL, ULB, RUG, UIA, Sophia et Rosa.

¹² Par rapport aux contacts entre chercheuses et étudiantes en études féministes deux pôles jouent un rôle important : le *Tijdschrift voor Genderstudies* et le *Nederlandse Onderzoeksschool Vrouwenstudies* (NOV). Le manque de cursus spécifiques qui s'adressent à des doctorants en Belgique pousse certaines à suivre des cours au NOV basé à Utrecht. Cependant la plupart de ces étudiantes viennent de la partie néerlandophone du pays (bien que beaucoup de cours soient proposés en anglais). Généralement les facteurs temps/argent ainsi que la distance et les différences entre systèmes universitaires rendent difficile la participation des belges au NOV.

¹³ Voir Magda Michielsens (*op. cit.*) Nadine Plateau (*op. cit.*) 2001 pour plus d'informations à ce sujet. Entre autres différences importantes on peut souligner : des différences au niveau des subsides, une tradition francophone plus orientée sur le développement théorique et une orientation en Flandre plus axée sur l'institutionnalisation. Par rapport à la tradition qui marque le « Sud » Européen d'une plus grande insistance sur le développement théorique soit par des académiques - « intégrées » dans des départements - soit « en dehors » de l'université, voir Braidotti (2000) « Key terms and issues in the making of European Women's Studies ». In Rosi Braidotti, and Esther Vonk (eds.) *ATHENA The making of European Women's Studies. A Work in Progress Report on Curriculum Development and Related Issues*, Utrecht University.

¹⁴ Un exemple de cette influence structurante peut être retrouvé dans les mots de Martha Franken Directrice de la cellule Égalité des Chances (Département de coordination du Ministère de la Communauté Flamande) lors d'une

L'institutionnalisation des études féministes en Belgique donc un processus inégal qui en raison d'un ensemble complexe de facteurs - à la fois locaux, nationaux et internationaux - se concrétise de manières différentes.

De plus, il est important de garder à l'esprit qu'il s'agit d'un processus fragile. Les menaces sur les acquis (subsidés, infrastructures) sont réelles.

Malgré ce caractère précaire, il est quand même possible de remarquer une certaine visibilité institutionnelle du champ - publications, recherches, éducation (parfois même sous forme de cursus accrédités), formations complémentaires en Flandre (GAS), des centres et des groupes de travail établis, des manuels, des points d'appui... etc.

C'est pourquoi, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un processus toujours en cours, nous aimerions souligner qu'un retour réflexif sur les conditions et les formes de ce processus est néanmoins constamment nécessaire.

Comme l'affirme Liz Stanley, lorsque le savoir féministe entre dans un mode de production académique nous avons à faire à des rapports de pouvoir spécifiques et à des structures qui peuvent avoir une influence très importante sur le savoir construit¹⁵. Bref, les conditions de production et transmission d'un savoir ne peuvent pas être ignorées car elles co-construisent ce savoir. Par ailleurs, comme l'exprime Kathy Davis, il faut refuser l'idée qu'un lieu académique féministe serait par définition différent du reste de ce 'petit monde': *'en tant que féministes professionnelles dans le monde académique nous ne pouvons pas nous permettre un rapport ambivalent au pouvoir. L'idée qu'il y aurait un espace dans le monde académique libre des rapports de forces est une illusion dangereuse. Ignorer le pouvoir ne permet pas de s'en défaire mais plutôt nous dégage de la tâche d'avoir un regard critique sur nos propres rapports et structures d'organisation'*¹⁶.

Dans le contexte actuel des études féministes académiques, notamment en raison des tendances actuellement à l'œuvre dans les systèmes universitaires et qui marquent la vie quotidienne des « travailleurs académiques », il nous semble plus que jamais nécessaire de prolonger la tradition de réflexion collective caractéristique du féminisme et d'interroger, de manière critique, les rapports de pouvoir et les processus structurants le développement académique et la « professionnalisation » des études féministes.

Des questions critiques autour de l'institutionnalisation ont toujours accompagné ce processus et nous nous voulons héritières de ce débat permanent. Nombre de questions sont connues : Quelles disciplines pourraient constituer des points d'ancrage stratégiques pour les études féministes ? Comment développer les pratiques de travail interdisciplinaire ? Que penser des tensions très largement discutées depuis vingt ans entre d'une part la stratégie d'« autonomie » (centres, instituts... sous quelle appellation ?) et d'autre part la stratégie d'« intégration » (dans des disciplines ou départements existants) ? Les études féministes doivent-elles viser les étudiant(e)s de candidature, les étudiant(e)s de licence ou encore les doctorant(e)s ? Est ce possible d'affronter tous ces fronts en même temps ? S'agit-il de proposer des formations séparées ou de les intégrer comme options dans le cadre d'autres filières ? Les subsides doivent-ils venir des autorités universitaires ou de l'éducation fédérale, des ministères de la recherche ou de l'égalité des chances ? Quelles conséquences la source de financement peut-elle avoir sur le choix et la formulation des problèmes de recherche ? Ou encore, quel rapport construire entre les études

table ronde. Parlant de SOPHIA, M.F. déclare : « J'ai bien compris que Sophia désire établir des relations bilingues mais à cause de cela il est difficile pour les autorités flamandes de le subsidier et lorsque nous ne pouvons pas subsidier un organisme nous ne pouvons plus en parler, dès lors nous ne le connaissons plus et nous ne pouvons plus le faire participer à des initiatives dialogue que nous organisons ». (De Levenslijn van Vrouwenstudies in Vlaanderen. Compte rendu de la table ronde tenue à Antwerpen, UIA, Centrum voor Vrouwenstudies, Vendredi 31 Mai 2000).

¹⁵ Liz Stanley, (ed.) *Feminist praxis. Research, Theory and Epistemology in Feminist Sociology*. London, Routledge.

¹⁶ Kathy Davis, (1997) « What's a Nice Girl Like You Doing in a Place like this ? The Ambivalences of Professional Feminism. In Stanley, Liz (ed.) *Knowing Feminisms*. London : Sage, p 195.

féministes et la question du nombre et du statut des femmes dans les universités ?¹⁷ Quel type de lieu de travail sont les études féministes pour celles qui s’y engagent – étudiantes, doctorantes, chercheuses, assistantes, professeures, coordinatrices et personnel administratif, collaboratrices des projets ?¹⁸ Ou encore, question toujours ouverte : quel type de rapports (dés)unissent les études féministes académiques et le mouvement des femmes ?¹⁹ En d’autres mots, comment entretenir les liens entre les études féministes académiques et la construction du savoir féministe en dehors de l’université ? Ou encore, la question qui occupa la table ronde du colloque Sophia 2000 : Quels rapports entre études féministes et politiques d’« égalité des chances » ?

La plupart de ces questions nous sont familières. Parce qu’elles font l’objet d’une littérature tant internationale qu’euro-péenne²⁰ mais surtout, elles occupent des réunions, tables rondes²¹, enquêtes parmi les diplômées en études féministes²² et aussi les conversations « de couloir » dans les colloques et autres rencontres féministes. Il nous semblerait intéressant aujourd’hui de prolonger collectivement ces débats de manière « locale », chez nous : prendre comme objet d’une réflexion critique et systématique l’expérience de quinze ans d’institutionnalisation des études féministes en Belgique.

Il nous paraît crucial de cultiver l’échange et la discussion au sujet de ces questions à l’intérieur de la communauté des études féministes au sens large – nous en appelons non seulement à celles qui par leur position « nommée » sont professionnellement impliquées dans les études féministes mais aussi à toutes celles qui collaborent à la construction d’un savoir féministe. Notre expérience et nos échanges avec d’autres nous ont appris que nous ne pouvions pas attendre - ni même désirer - de réponses univoques - voir même des intérêts univoques - concernant ces questions.

A l’intérieur de la communauté des études féministes au sens large, il y a clairement des positions de pouvoir inégales - qui impliquent des intérêts différents et aussi, bien entendu, des visions politiques et stratégiques très différentes quant à ce que veut dire « féminisme ».

Cette communauté féministe n’est pas « une ».

Dès lors, quand nous affirmons qu’aborder ces problèmes collectivement va dans l’intérêt d’une conception critique et vivante des études féministes et plus généralement des savoirs féministes qui, selon nous, s’intéressent « par définition » aux fonctionnements des rapports de pouvoir et aux structures : il s’agit donc de notre part d’une prise de « position ». En d’autres mots, nous nous situons en prolongation d’un héritage féministe de « réflexivité critique » et en ce sens, nous

¹⁷ Cette question aussi est traitée par Davis, *op. cit.*

¹⁸ Voir par exemple Maria Puig de la Bellacasa (forthcoming 2001) « Flexible Girls. A position paper in academic « generational » politics », in *Gender Studies in Europe*, Conference Proceedings, European Institute, Florence. Cette intervention lors d’une table ronde « intergénérationnelle » au colloque *Gender Studies in Europe* le 2 avril 2001 était motivée par les discussions de « couloir » constantes entre jeunes chercheuses autour des conditions de travail dans la sphère académique et les situations déprimantes dans lesquelles se trouvent beaucoup d’entre elles- y compris dans des milieux d’études féministes. Dans notre intervention au colloque de Sophia 2000 nous voulions également relayer certaines conversations de « couloir ».

¹⁹ Il déjà été affirmé souvent que les études féministes en tant que champ d’étude « professionnalisé » dévie, même quitte, le mouvement des femmes. Dans la discussion autour de la théorie féministe dans la revue européenne *Feminist Theory* Stanley and Wise ont réitéré cette position « But the empress has no clothes ! Some awkward questions about the ‘missing revolution’ in feminist theory » *Feminist Theory*, vol. 1 no. 3, December 2000.

²⁰ Voir par exemple Stanley (1990 ed. & 1997 ed. (*op. cit.*)); Aaron J. and Walby S. (eds.) (1991) *Out of the margins, Womens Studies in the 1990s*, London, Taylor and Francis; Morley, L. (1999) *Organising feminisms, the micropolitics of the academy*, London, MacMillan Press; Morley L. and Walsh V. (eds.) (1995), *Feminist academics, creative agents for change*, London, Taylor and Francis. Morley L. and Walsh V. (eds.), (1996) *Breaking boundaries. Women in Higher Education*, London, Taylor and Francis, 1996. Voir aussi les débats autour de ce qui « compte » comme théorie féministe dans les vol 1&2 de la revue *Feminist Theory*, SAGE.

²¹ Beaucoup de ces questions sont par exemple débattues dans « De Levenslijn van Vrouwenstudies in Vlanderen » *op. cit.*

²² Voir par exemple les enquêtes du réseau Utrecht Nextgenderation, Vonk & Anders (à paraître 2001) in Lykke et al. Athena Panel 1A. Final Report (à paraître 2001) Utrecht University. Dans ce même volume voir l’enquête réalisée en Belgique à l’initiative de Sophia.

prenons position *pour* un approfondissement de la réflexion sur les expériences récentes de l'institutionnalisation en Belgique. Réflexion collective dans le but, notamment, de mesurer l'impact de cette institutionnalisation sur ce que devient le savoir féministe.

Le fait que la construction du savoir féministe se soit initialement déroulée en dehors des institutions académiques implique que les débats sur « l'impact » des processus, même partiels, d'institutionnalisation et aussi ceux sur la « professionnalisation » du champ de la connaissance féministe sont cruciaux pour un développement du potentiel critique des études féministes. En outre, construire la mémoire de « comment nous sommes arrivées là » est important pour se rendre capables de résister à l'uniformisation de cette histoire, uniformisation qui reviendrait à identifier les « études féministes » à « une » des versions. Bref, si nous reconnaissons la multiplicité et le caractère compliqué de l'histoire des études féministes académiques, nous pensons que cette « complexité » est positive et doit être cultivée par des discussions collectives.

2. *Quels études féministes dans quelle université ?*

Nous pensons qu'il n'est pas innocent que nous éprouvions aujourd'hui le besoin renouvelé d'aborder ces questions. En effet, l'université se trouve depuis les années soixante en profonde mutation. Les femmes et, dans une autre mesure, les études féministes ont rejoint la « procession » académique que Virginia Woolf n'hésitait pas à braver. Les interrogations et la colère de Woolf n'ont jamais cessé d'être d'actualité : à *quelle* culture, l'université fournira-t-elle l'accès aux femmes ?²³ Aujourd'hui nous nous revendiquons de Woolf²⁴ pour réaffirmer le fait que le projet féministe n'était pas seulement d'avoir des études féministes *partout* mais aussi de transformer l'institution de l'intérieur et veiller à développer des pratiques qui résistent au modus vivendi classique de l'académisme : compétition, individualisme, apolitisme, etc. Cependant, les questions de Virginia Woolf ne sont pas réactualisables sans médiation, les temps ont changé.

En effet, tout débat actuel sur l'institutionnalisation des études féministes dans les universités doit tenir compte du fait que ce processus a pour terrain des institutions instables dites « en crise »²⁵. Cela a des conséquences sur tout projet qui se donne comme champ cette institution - et pour les études féministes en particulier. Comme l'exprimait R. Braidotti : « La question qui dans le passé occupa l'agenda féministe : Comment se rapporter au canon ou à la grande tradition des sciences et des sciences humaines, se voit aujourd'hui élargie pour comprendre la question de comment se rapporter à leur crise? Quelles valeurs allons nous promouvoir? Quelle est notre vision? »²⁶ Dans cette direction, il nous semble important de garder à l'esprit que, aujourd'hui, l'ancrage des études féministes dans les universités européennes a lieu dans un contexte de changement qui se caractérise par une intensification de son orientation marchande :

- 1) l'université contemporaine, coupée de plus en plus des modalités « publiques » de financement promues par « l'état social », imite de plus en plus les « manières » du privé et notamment l'esprit managérial²⁷.

²³ Virginia Woolf, *A Room of One's Own & Three Guineas*, Vintage, London, 1996, p 176.

²⁴ Pour un exemple d'une telle revendication de Virginia Woolf voir les textes de la performance de NextGENDERation notamment Sarah Bracke (2000) "Feminist knowledge and/in the university". In: Rosi Braidotti, Esther Vonk & Sonja van Wichelen (eds.) ATHENA The making of European Women's Studies. A work in Progress Report on Curriculum Development and Related Issues in Gender Education and Research. Utrecht University.

²⁵ Pour une analyse élaborée de ces données voir Maria Puig de la Bellacasa (2001) « Beyond Nostalgia and Celebration. Contexts for academic Women's Studies in European Universities » in Nina Lykke et al. Athena Panel 1A. Final Report (à paraître 2001) Utrecht University.

²⁶ Rosi Braidotti, "Key terms and issues in the making of European Women's Studies" *op cit* 2000, p 14.

²⁷ Des exemples illustrant la soumission de l'enseignement supérieur à une logique économique réductionniste peuvent être trouvés dans le Traité de Maastricht. Un exemple des louanges du nouveau modèle commercial de l'université est à retrouver dans l'ouvrage *Universities and the Creation of Wealth* Harry Gray, (ed.) (1999) SRHE/Open university Press. Pour une analyse critique des textes de la commission Européenne voir Jean Luc De Meulemeester et Denis Rochar, (2001) "Reforming Education and Training Systems: the European view. A critical assessment". Working paper (Centre Skope, Oxford). Voir aussi Mateo Alaluf (2000) *Dictionnaire du Prêt à Penser*. Emploi,

- 2) ce phénomène indique le ravalement de la pertinence « sociale » de l'enseignement et de la recherche universitaires au niveau d'une version réductionniste de sa pertinence économique - bornée à la rentabilité financière selon les fluctuations du marché.

En tant que féministes nous n'avons évidemment aucune nostalgie du modèle idéaliste de Humboldt ni de la recherche « pure » ou élitiste²⁸. Cependant, nous nous interrogeons sur *l'espace* qu'un modèle universitaire orienté par les valeurs du capitalisme marchand peut laisser à une recherche critique qui prenne des risques. Ainsi, tout comme on se positionne en conflit avec l'idée dominante de la recherche « fondamentale » - détachée de la réalité et de la politique de par son caractère « désintéressé » -, nous avons également des *problèmes* avec les formes que prend la « recherche appliquée » lorsque celle-ci « singe »²⁹ les modèles commerciaux typiques du privé. En partant du principe (énoncé plus tôt) que la nature d'un savoir est liée à ses conditions de production et de (re)production/transmission³⁰, nous pensons important d'être à l'affût du type de politique féministe du savoir que les conditions actuelles des universités européennes rendront possible ou impossible.

Poser ce problème est bien entendu appeler à des interrogations et réponses multiples. Nous voudrions ici formuler au moins *une interrogation* : étant donné que, de notre point de vue, les études féministes se revendiquent de la pertinence sociale du féminisme, comment cultiver aujourd'hui cette tradition - entre savoir et politique³¹ - dans un contexte universitaire où les intérêts économiques – impératifs de rentabilité et d'efficacité – supplantent les intérêts sociaux et où l'équilibre des missions de l'université - éducation, recherche et services à la société - se modifie ?

3. Les études féministes, un lieu de pensée critique ?

La version des études féministes *pour* laquelle nous prenons position dans cette contribution, vise à cultiver un 'centre de résistance', un lieu de liberté, où une 'réflexion critique' et 'une éducation pour la compréhension' puissent se développer sur des problèmes 'qui n'aient pas forcément de valeur commerciale'³². Pour cultiver ce sens politique de la pertinence sociale féministe, il est important que l'expérimentation soit possible en dehors d'un impératif de rentabilité financière. Nous pensons que c'est une condition importante pour rendre possible la création de concepts critiques et l'élaboration d'une théorisation fertile qui soient des outils pour comprendre et transformer des rapports de pouvoir... toujours mouvants.

Pourtant cette liberté (ou « autonomie ») relative ne se traduit pas simplement par l'idée de la « recherche fondamentale » en opposition à la « recherche appliquée ». Nous n'avons pas de

Protection sociale et immigration. Les mots du Pouvoir. Bruxelles/Charleroi EVO. Voir aussi Maria Puig « Beyond Nostalgia and Celebration » *op. cit.* et « Flexible Girls » *op. cit.* pour d'autres références sur cette orientation « économiciste » de l'éducation supérieure.

²⁸Bien avant que les portes de l'ancien modèle universitaire s'ouvrent aux femmes Virginia Woolf dans *A room of one's own* et *Three Guineas* affirmait déjà que ce ne pouvait pas être l'université que nous féministes pouvions désirer.

²⁹Beaucoup critiquent cette attitude imitatrice, c'est Krishan Kumar qui affirme que les universités doivent « cesser de singer d'autres organisations et projets et se concentrer sur ce qu'elles sont encore les meilleures à encourager » c'est à dire « l'activité publique partagée ». Krishan Kumar, « The need for place » in Anthony Smith and Frank Webster *A Postmodern University ?* SHRE/Open university press, p 34.

³⁰ Et plus généralement, nous pensons que la distinction entre fondamentale et appliquée est problématique. Toute démarche de recherche, qu'elle se dise « fondamentale » ou « appliquée » doit avoir (ou se donner) l'opportunité de développer une réflexion critique sur les termes et les cadres pré-formatés (ou pas) qui la fondent.

³¹ Voir à ce sujet Maria Puig de la Bellacasa, « Savoir et politique. L'exemple des études féministes » in Julie Allard et Maria Puig, *L'université en questions*. Labor, à paraître octobre 2001.

³² Ainsi s'exprimait Rosi Braidotti, lors du colloque *Gender Studies in Europe*. Voir, *Conference proceedings*, (Actes à paraître en 2001) European Institute, Firenze.

réponse toute faite quant à la forme que pourraient prendre la « pertinence sociale » et le « potentiel critique » du féminisme, mais il nous semble - au vu d'un héritage féministe où « rien ne va de soi » - que c'est notamment le sens même de ces filiations qui devrait être cultivé et retravaillé dans la recherche et l'éducation féministe à l'université.

Ces préoccupations influencent aussi notre sentiment face à la question du rapport entre études féministes et politiques d'égalité des chances. L'idée même d'une « politique d'égalité des chances » semble bien entendu reposer sur cette visée de pertinence sociale sur laquelle nous avons insisté. De plus, l'alliance entre études féministes académiques et orientation politique semble « aller de soi » car ces études se veulent entre autres un « outil » au service de « l'égalité » - selon une conception du politique comme travail collectif de transformation du monde. Cependant, dans le contexte actuel de la recherche universitaire et à partir d'une conception des études féministes comme un espace de pensée et de critique qui vise à être un 'centre de résistance', nous voudrions nous interroger sur quelques points qui nous semblent problématiques dans les rapports entre études féministes et politiques - notamment d'égalité des chances.

D'abord, nous pensons à l'impact dépolitisant que peuvent avoir sur la production du savoir certains cadres pré-formatés imposés à la recherche selon des exigences d'efficacité. Des exemples de ces évolutions peuvent être trouvés dans l'organisation de la recherche par mots-clé... réorganisation récentes aux visées de rentabilité et d'efficacité souvent illusoire. Nous pensons aussi à ces recherches 'alibi' qui restent au fond des tiroirs de par leur 'inconvenance' politique ou simplement par négligence ou désintérêt. Pour autant, nous ne voulons pas suggérer que le monde académique soit uniquement 'victime' de ces modes de fonctionnement qui souvent réduisent la recherche à une « commande » émanant directement du politique.

Bien au contraire, à l'intérieur des universités se pratique aussi une sorte d'autocensure qui subordonne en amont la prise de risques intellectuels à l'obtention des subsides – nécessaires pour « survivre » dans un milieu de compétition accrue. Par ailleurs, au sein des études féministes les rapports de pouvoir typiques du monde académique existent aussi et les travailleurs académiques, employés de la « société de la connaissance », ne forment pas une exception à la dégradation générale des conditions de travail. Une des caractéristiques de cette dégradation est l'intensification de l'impératif « le client est roi » - c'est alors au travailleur à « s'adapter » et à se « flexibiliser »³³ - et, dans le cadre qui nous occupe, « le client » est celui qui « commande » la recherche.

En d'autres mots, nous voulons mettre en avant une logique et qui nous semble contribuer à l'étouffement des possibilités de « penser » à l'intérieur de l'université. Bien entendu ce n'est pas que cet « étouffement » soit nouveau, mais plutôt que chaque époque offre son propre éventail de rapports de force que nous ne pouvons pas cesser d'examiner si l'on se revendique d'un rapport « politique » au monde. De plus ces rapports de force nous situent aussi bien que nous nous situons par rapport à eux. En affirmant cela nous nous positionnons en héritières des projets d'études féministes académiques pour lesquels se construire c'est tenter de résister et chercher à offrir des moyens de penser autrement les rapports de force de leur temps.

Dans la prolongation de ce projet, la notion même d'« égalité des chances » nous paraît aussi devoir être débattue et ne pas être acceptée comme « neutre » : un regard critique sur l'évolution du contenu de l'idée d'égalité appelle à plus de prudence. Des recherches féministes³⁴ tendent à montrer comment « l'égalité des chances » peut facilement servir d'alibi dans un cadre néo-libéral en tant que petite correction qui, sans mettre en danger le principe du marché libre structurant ces « chances », permet de garder la conscience tranquille. L'« égalité de chances » est une notion

³³ Voir entre autres Mateo Alaluf 2000 *op. cit.*

³⁴ Voir notamment la contribution de Selma Bellal, dans ce volume.

qui fait bien entendu partie d'un vocabulaire que nous utilisons (souvent stratégiquement) et l'éviter ou le contrer n'est pas une option aisée dans le monde tel qu'il « est ». Cependant nous avons besoin de penser les effets structurels et structurants que ce langage - et les conceptions qu'il traduit - ont sur nos manières de penser dans et sur le monde. Faisant cela nous prenons position car notre terrain de travail, l'université, participe aussi de ce langage : en un lieu qui est en principe un lieu d'égalité des chances, c'est en fait la morale du « que le meilleur gagne » qui prime. Cette méritologie universitaire soutenue par l'idée d'une égalité des chances sort renforcée de l'intensification actuelle de l'ethos compétitif imposé par les récentes orientations marchandes que le capitalisme managérial induit dans la gestion du monde académique. Dans un tel contexte pouvons nous accepter que les politiques et les savoirs féministes se trouvent aussi simplement identifiés à la notion « d'égalité des chances » ?³⁵

Tout un débat pourrait se développer par rapport à ce problème dans lequel nombre d'arguments et nuances seraient mis en avant. Nous n'avons ni l'intention ni la possibilité de creuser ce débat ici - qui devrait par ailleurs être collectif - mais nous pensons que c'est *justement* ce genre de débats et de réflexions critiques par rapport à la manière de penser les politiques autour de l'émancipation qui doivent pouvoir avoir lieu dans le cadre des études féministes académiques. Ce sont ces débats qui nourrissent les liens possibles entre « études féministes » et « politiques ». Il est de l'intérêt d'une politique émancipatrice - qu'on l'appelle égalité des chances ou autrement encore - que des études féministes « en résistance » aient à se rendre constamment capables de remettre en question les cadres, les catégories - des mots d'ordre aux mots-clé - de la recherche quand celle-ci s'oriente vers - ou est orientée par - les politiques.

³⁵ Les observations reprises dans passage sont très largement inspirées par les débats sur la notion d'égalité des chances qui centraux ont eu lieu lors de la fondation du Mas@u(f) et lors d'une discussion du groupe au sujet du thème la table ronde du colloque Sophia 2000.